

L'APPEL

Regards croisés en procédures
civile et administrative

Sous la direction de Benjamin DEFOORT
Professeur de droit public, Université de Tours

COLLOQUE

TOURS
5 OCTOBRE 2018



L'APPEL

Regards croisés en procédures civile et administrative

COLLOQUE
5 octobre 2018

Voie de recours de principe ouverte aux justiciables, dans tout système juridique, pour contester une décision de justice, l'appel est aujourd'hui à la croisée des chemins.

Dans le contentieux de l'administration, la fonction de juge d'appel a pour originalité de n'avoir été attribuée que très tardivement à des juridictions spécifiquement chargées de cette tâche, les cours administratives d'appel, et dont on a fêté il y a peu le trentième anniversaire. Certaines de ses caractéristiques peuvent ainsi être recherchées entre le modèle que constitue classiquement l'appel civil, et celui hérité du rôle historique du Conseil d'État comme juge de dernier ressort.

Mais c'est précisément dans cette même période que le pouvoir réglementaire a, par une série de décrets de mai 2017, modifié le régime de l'appel en matière civile, dans le prolongement de la réforme, plus profonde, de 2011. C'est tout autant l'accès au juge d'appel que son office qui se trouvent bousculés.

Ces textes annoncent d'autres réformes : dans quelles directions iront-elles ? Concerneront-elles aussi l'ordre juridictionnel administratif ? Seront-elles anticipées, accompagnées ou nuancées par les jurisprudences des juridictions civiles et administratives ? Ces dernières s'inspireront-elles des nouvelles orientations de l'appel civil ? Autant de questions qu'il est apparu utile de poser lors de cette journée d'études et de soumettre aux regards croisés de civilistes et de publicistes.

9h00 Accueil des participants

9h30 Introduction

Benjamin DEFOORT, Professeur de droit public, Université de Tours

L'accès au juge d'appel

Matinée sous la présidence de Brigitte PHÉMOLANT, Conseillère d'État,
Présidente de la Cour administrative d'appel de Nantes

10h00 Le double degré de juridiction

Dominique D'AMBRA, Professeur de droit privé, Université de Strasbourg
Charles-Édouard SÉNAC, Professeur de droit public, Université de
Bordeaux

11h00 Débat et Pause

11h30 La saisine du juge d'appel

Jean-François ESCOURROU (docteur en droit privé, Université Toulouse
I Capitole)

12h30 Débat et Déjeuner

L'office du juge d'appel

14h00 L'objet de l'appel

Édouard DE LEIRIS, Conseiller référendaire à la Cour de cassation
Olga MAMOUDY, Professeure de droit public, Université de Valenciennes

15h00 La jurisprudence des Cours

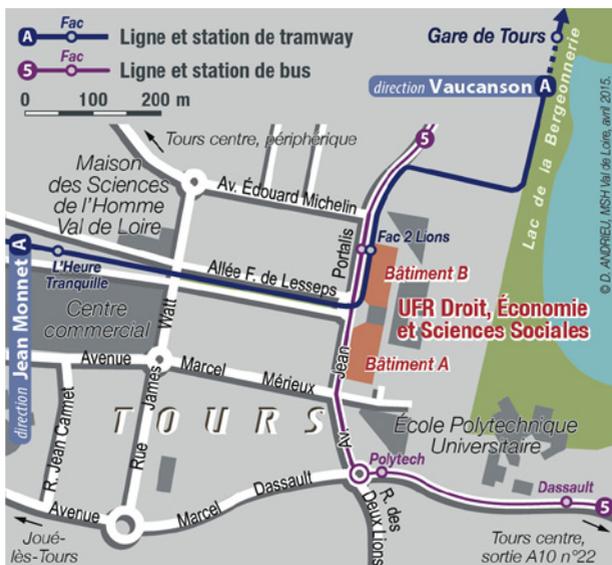
Aude ROUYÈRE, Professeure de droit public, Université de Bordeaux

16h00 Débat et Pause

16h30 Les juridictions suprêmes et l'appel

Hervé HAZAN, Avocat aux Conseil d'État et à la Cour de cassation
Gilles PELLISSIER, Maître des requêtes au Conseil d'État, Professeur
associé à l'Université de Tours

17h30 Débat et clôture



Plan d'accès

Renseignements

Véronique PICARD
 Ingénieur d'études
 Responsable administrative de l'IRJI François-Rabelais
veronique.picard@univ-tours.fr
 02 47 36 11 70

Inscription

Inscription obligatoire
Date limite d'inscription : 28 septembre inclus
 Frais d'inscription 120 €
irji.secretariat@univ-tours.fr
 Gratuit pour les universitaires sur justificatif et les étudiants
 Formation validée pour la formation continue
 des avocats et des notaires (7 heures)

Règlement par chèque à l'ordre de
«Agent comptable de l'Université de Tours» à envoyer à :

Faculté de Droit, d'Économie et des Sciences Sociales
 IRJI François-Rabelais
 Bâtiment D - Bureau 117
 50 avenue Jean Portalis - BP 0607
 37206 Tours Cedex 3